

Une guerre qui n'aurait pas dû exister

Partage international n° 31 - Mars 1991

1980-1989 : Les Etats-Unis fournissent à l'Irak des centaines d'hélicoptères. La France lui vend des milliers de roquettes anti-chars, plus de cent avions Mirage et des centaines de missiles anti-radar. La Grande-Bretagne vend à Saddam Hussein soixante chars blindés. L'Arabie Saoudite lui fournit des fusils mitrailleurs. L'Allemagne de l'Ouest livre cinquante hélicoptères, tandis que la Chine et l'URSS vendent à l'Irak des milliers de chars d'assaut.

1990-1991 : Les nations de l'Est et de l'Ouest accusent Saddam Hussein d'avoir transformé l'Irak en forteresse militaire et de menacer la paix mondiale.

Cette liste de fournitures d'armes est largement incomplète. Elle est en réalité constituée d'une interminable, stupéfiante et déprimante énumération d'armes et d'engins militaires ultra-modernes. Lorsqu'on leur rappelle ces faits, les principaux dirigeants mondiaux prétendent que la véritable nature de Saddam Hussein n'apparaissait pas dans les années 80.

Leur mémoire est soit défaillante, soit très sélective. C'est à cette même époque que Saddam Hussein entamait une guerre offensive contre l'Iran qui entraîna la perte d'un million de vies humaines. Il bénéficiait alors de toute la sympathie et du soutien de l'Union Soviétique, des Etats-Unis et de leurs alliés respectifs. Dans la même période, Saddam Hussein utilisa des armes chimiques, tuant entre 4 000 et 15 000 Kurdes, citoyens irakiens. Le monde réagit en protestant faiblement contre l'utilisation des armes chimiques, la condamnation évitant soigneusement de mentionner l'Irak. Les dirigeants mondiaux, vivant sous le regard de l'opinion publique, ont tenté au cours des dernières semaines, apparemment avec succès, de la tromper. Selon les circonstances, ils ont inventé toutes sortes d'excuses, pouvant paraître plausibles, pour justifier la guerre.

Ces arguments méritent un examen plus attentif. Le principe souvent évoqué, selon lequel l'occupation d'un Etat souverain ne devrait pas être permise, est irréfutable. Pourtant, ce principe ne serait-il pas

également applicable à l'occupation du Tibet par la Chine ? Ou encore à la partie orientale de l'île de Timor, envahie par l'Indonésie ? Et si l'agression militaire contre des Etats souverains est en principe illégale, que faisaient les Etats-Unis au Panama ou à la Grenade, sans parler du Vietnam ? Il n'existe à première vue, semble-t-il, aucune objection à l'encontre d'un tel principe, si ce n'est qu'il n'est appliqué que lorsque cela semble opportun.

La même remarque s'applique à l'affirmation selon laquelle les résolutions des Nations Unies doivent être respectées. Une fois encore, une telle assertion est parfaitement correcte. Dans ce cas, pourquoi ne s'applique-t-elle pas à Israël qui, pendant des années, a complètement ignoré les appels de l'ONU en faveur d'un retrait des territoires occupés et du Liban ? Les actes d'Israël ont-ils jamais entraîné l'application de sanctions, sans parler de guerre ? Comment peut-on justifier le fait que, pas plus tard que l'année dernière, Israël et les Etats-Unis aient été les seuls pays à voter contre les résolutions de l'ONU condamnant la guerre économique menée par les USA contre le Nicaragua ? C'est évidemment impossible.

Un autre grand sujet d'indignation souvent cité pour justifier l'effort de guerre est constitué par les atrocités perpétrées par les Irakiens au Koweït. Un rapport détaillé d'Amnesty International confirme que ces faits sont indéniablement vrais. Les violations des droits de l'homme en Irak sont répugnantes. Mais le fait est que, une fois encore, des crimes tout aussi abominables ont été commis en Irak et par les Irakiens au cours des années 80. Peu de protestations se firent entendre à cette occasion. La vérité est aussi qu'Amnesty International dispose d'une liste d'actes de violence analogues commis dans d'autres pays, mais cela n'a pas semblé beaucoup déranger les Etats de la coalition lorsque ces atrocités ont été commises par des «alliés», aussi douteux que soient ces «amis».

Ces arguments n'ont en aucun cas pour but de défendre les actes d'agression de Saddam Hussein. Il ne fait aucun doute qu'il a entraîné son pays dans une aventure militaire inadmissible. L'Irak devait quitter le Koweït aussi rapidement que possible. La question est toutefois de savoir si la guerre était la bonne solution. On entend fréquemment affirmer que, le 15 janvier, la coalition des Nations Unies

n'avait tout simplement pas d'autre choix que de faire la guerre.

Mais peut-être aurait-on pu éviter d'en arriver là ? Pourquoi était-il «impossible» d'attendre encore un peu et de laisser les sanctions économiques faire leur effet ? «Les sanctions étaient inefficaces», tel est aujourd'hui le slogan. Cependant, pendant des années, l'Afrique de Sud a subi des sanctions destinées à mettre un terme à l'apartheid, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne louant souvent cette tactique de la «diplomatie silencieuse».

Quel que soit l'angle sous lequel on examine la situation, la véritable raison était et reste que l'incursion de Saddam Hussein au Koweït a été arrêtée pour des raisons économiques. Si le Koweït n'avait eu pour toute richesse que des palmiers-dattiers, il n'y aurait pas eu de guerre. Une fois encore, existait-il une alternative ? Oui, certainement. Une solution aurait pu être trouvée grâce à la reconnaissance par les autres nations arabes, l'Union Soviétique et l'Occident, de leur coresponsabilité dans la guerre menée par S. Hussein contre l'Iran. Une guerre qui a entraîné un effondrement économique. Au début de cette guerre, l'Irak avait un solde positif de 30 milliards de dollars. A la fin de la guerre, la nation irakienne avait une dette de 100 milliards de dollars, essentiellement envers le Koweït et l'Arabie Saoudite.

Si l'aide financière, si abondante durant la guerre Iran-Irak, n'avait pas été aussi brusquement retirée une fois la paix conclue, l'explosion de violence aurait peut-être pu être évitée. Par ailleurs, si des marchands d'armes et des nations avides de devises n'avaient pas (comme ils le font encore aujourd'hui) vendu des armes à quiconque a les moyens de les payer, des dictateurs tels que Saddam Hussein ne pourraient pas atteindre un aussi grand pouvoir de destruction. Même après le début des hostilités contre le Koweït, les fournisseurs d'armements

occidentaux et chinois ont continué à vendre des armes à l'Irak. Si bien que les forces alliées se sont heurtées à une technologie sophistiquée fournie par la France, les Etats-Unis, l'Italie, la Hollande, la Grande-Bretagne, l'URSS, l'Allemagne, etc. Elles avaient à débusquer Saddam Hussein hors de bunkers de fabrication allemande et à détruire une force aérienne enfouie dans des hangars souterrains construits par les Britanniques.

Cette guerre, comme beaucoup de guerres, risque de manière imprévisible de se retourner contre les alliés. Les peuples arabes se sont de plus en plus identifiés à Saddam Hussein, et leur aversion ancestrale envers l'Occident (chrétien) s'est enflammée violemment.

Le résultat de cette guerre sera que le nationalisme arabe et l'intégrisme islamique seront renforcés et qu'il deviendra impossible de résister à l'exigence des Arabes d'avoir un contrôle accru sur leurs ressources pétrolières.

Ni les Etats-Unis ni Israël ne pourront éviter d'avoir à trouver une solution au problème palestinien. Si une telle solution, en accord avec les résolutions de l'ONU, avait été trouvée plus tôt, la guerre du Golfe aurait pu ne jamais se produire.

De quelque manière que l'on aborde la question, cette guerre du Golfe n'aurait pas dû exister.

Irak

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Editorial](#) ()